



Le 14 décembre : nos besoins doivent être entendus !

Emmanuel Macron et son gouvernement n'ont toujours rien compris : le cap libéral et l'austérité sont maintenus.

Dans une allocation enregistrée de 13 minutes, le président de la République s'est livré à un véritable exercice d'enfumage ! Une opération de communication alliant menaces, misérabilisme et mea culpa hypocrite, dès les premières minutes de son intervention.

Multiplication de tours de passe-passe ; de vieilles recettes d'un vieux monde qui poursuit une politique d'austérité subie depuis 40 ans. Le président tourne le dos aux revendications légitimes des salariés du privé et du public, des privés d'emplois, des jeunes et des retraités.

⇒ Rien pour le point d'indice des fonctionnaires, au contraire de graves menaces sur les services publics.

⇒ Rien pour les jeunes qui subissent des violences et une répression inacceptables. L'inégalité d'accès aux études demeure la règle.

⇒ Rien sur les salaires et la reconnaissance des qualifications et de l'expérience professionnelle.

⇒ Rien sur la justice fiscale et rien sur l'ISF et le CICE.

⇒ Rien pour l'augmentation du Smic. Les 100 euros pour les travailleurs payés au smic, sans 1 euro versé par l'employeur, ne sont qu'une anticipation de l'augmentation de la prime d'activité, déjà prévue dans le budget du gouvernement.

⇒ Rien sur les minimas sociaux et les allocations sur le handicap.

⇒ Rien pour la revalorisation des pensions limitée à 0,3% alors que l'inflation va dépasser les 2% en 2019.

⇒ Rien pour les privés d'emplois mais, au contraire, la poursuite de la remise en cause de leur indemnisation.

⇒ Rien à payer pour le patronat. L'augmentation artificielle des salariés est liée à la baisse des cotisations sociales ; les heures supplémentaires désocialisées ; la prime de fin d'année au bon vouloir du patronat défiscalisée.

Cap gardé sur les réformes engagées de l'assurance chômage, les retraites et la réforme de l'État. Les grands épargnés de ce discours sont les actionnaires, le patronat et les plus riches : aucune contribution ne leur est imposée.

Enfin, un discours pour rien pour toutes celles et ceux qui ont du mal à vivre au quotidien.

Pour la CGT, les revendications auxquelles il faut répondre, pour "un état d'urgence économique et social", sont :

- ⇒ l'augmentation immédiate du SMIC, des salaires, des pensions, du point d'indice dans la fonction publique,
- ⇒ plus de justice fiscale : le rétablissement de l'ISF, l'exigence des négociations sur les salaires dans les entreprises, des services publics qui répondent aux besoins, la relance de la politique industrielle.

**Un délégué CGT/FSU
sera reçu à 11h par le député
pour un dépôt de revendications**

**Rassemblement à 9h30
Place de la Révolution pour un départ
en manif. à la permanence du député Péréa**

Un repas revendicatif sera pris en commun devant la permanence